

CGT – Fédération des industries chimiques

ADRESSE AUX ORGANISATIONS

DE LA CGT

Expression du Comité Exécutif Fédéral CGT du 11 juin 2013

La situation que vivent et subissent les salariés, les privés d'emplois, les retraités ne cesse de se dégrader.

Les causes, que nous connaissons tous, en sont les politiques décidées et mises en œuvre dans le pays ; politiques qui, hier comme aujourd'hui, accompagnent les choix des multinationales, du MEDEF, qui entendent mettre à bas l'ensemble des acquis sociaux, au nom d'une mondialisation qui se veut sans règles ni contraintes sociales ou environnementales.

Face à l'insatisfaction massive des peuples, la politique du pire, impulsée par des extrêmes droites, est portée et médiatisée à outrance avec pour objectif de bloquer les alternatives de solidarité, de progrès social des organisations progressistes proches de la CGT.

Une situation dangereuse pour les peuples qui résulte des politiques similaires imposées année après année, à l'exemple de l'alternance politique vécue en France en 2012.

L'année de pouvoir nouveau gouvernement a rapidement conduit les mêmes dispositifs « d'aides publiques » vers les employeurs, suivis de dispositifs d'austérité et de régressions envers les travailleurs.

La loi dite « Sécurisation des emplois » combattue par la CGT, la FSU, Solidaires, et FO a été votée après une bataille d'idées intense, une mobilisation qui n'a pas été à la hauteur des enjeux, face aux mensonges de tous ceux qui portent la politique d'austérité, ou qui acceptent de la négocier dans le dos des salariés, alliant diverses forces politiques et syndicales telles que l'UMP et le PS, le MEDEF et la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC.

La CGT dans cette séquence, a beaucoup tergiversé, sur des approches plus que contestables, selon notre avis de direction fédérale : un 50^{ème} congrès où le débat sur « le syndicalisme rassemblé et/ou l'union d'action » a été refusé, qui ne s'est pas terminé avec une journée nationale d'action telle qu'attendue par les délégués, à cause de démarches dites « unitaires » qui faisaient l'impasse sur les oppositions de fond concernant l'ANI.

Cette action a été renvoyée à la décision de la Commission Exécutive Confédérale, qui elle-même l'a renvoyée au Bureau Confédéral !!! Pour finir sur un appel de dernière minute pour le 16 mai, sans préparation, ni plan de travail. **On ne peut pas dire que les conditions de réussite de la mobilisation aient été créées.**

Au Comité Confédéral National (CCN) des 22/23 mai 2013, la FNIC-CGT a porté l'exigence de construire le rapport de force CGT, avec une feuille de route claire, visible, perceptible pour les militants et salariés, avec au cœur une action nationale avant les congés, un plan de travail durant les congés, ainsi qu'une action pour la

rentrée décidée dès maintenant,, l'objectif étant d'empêcher la loi de recul social, prévue sur le droit à la retraite, connue de tous.

Les conclusions des travaux du Comité Confédéral National (CCN) n'ont pas été à la hauteur des débats et des attentes, renvoyant à la Commission Exécutive Confédérale la décision sur la date d'action et des meetings (???) pour la rentrée.

Puis le 29 mai, avant la réunion de la Commission Exécutive Confédérale du 4 juin, tombe une déclaration de la CGT avec l'ensemble des signataires de l'ANI, pour un rassemblement le 19 juin à Paris, excluant ceux qui hier, étaient avec la CGT dans la bataille soit, FSU, Solidaires, FO.

Nous considérons qu'il y a là un problème de fonctionnement dans la CGT non-conforme aux règles de vie statutaires de la CGT.

La Direction Confédérale a-t-elle été associée à la prise de cette décision ?

Comment justifier cette déclaration, sachant que la veille, le 28 mai 2013, ces mêmes organisations signaient un livre de 165 pages de partage d'analyse avec nos adversaires que sont le MEDEF, l'UPA et la CGPME, sur des mesures partagées pour « améliorer la compétitivité des entreprises ».

Le Comité Exécutif fédéral (CEF) de la FNIC CGT tient à exprimer son désaccord profond sur cette stratégie qui brouille la perception des enjeux aux salariés sur ce que représentent les uns et les autres.

Que dire à nos militants, aux syndicats CGT qui subissent au quotidien les conséquences de ces alliances et qui doivent expliquer « une fois blanc » « une fois gris », « une fois noir », en fonction d'alliances au sommet, c'est difficilement compréhensible

Les pourfendeurs du Code du travail d'hier sont les seuls à y trouver un intérêt.

Le Comité Exécutif Fédéral FNIC CGT en appelle à l'ensemble de la CGT, il y a urgence à renforcer l'unité de la CGT face au danger du repli.

Il nous faut une CGT engagée résolument et en priorité sur la mobilisation, à partir de nos propositions revendicatives CGT, l'unité, à l'entreprise des salariés et de leurs organisations étant le moteur de la construction du rapport de force sans lequel le mot « négociation » n'a aucun fondement.

Au regard des enjeux, de la future loi sur les retraites, le Comité Exécutif Fédéral demande la mise en place d'un plan de travail, d'actions, pour toute la CGT, avec une action nationale avec grèves et manifestations sur les enjeux, pour la rentrée, décidées dès maintenant :

*Augmentation des salaires et pensions

*Retraite à 60 ans à taux plein à partir de 37,5 années de cotisations avec départ anticipé à titre de la pénibilité

*Développement de l'industrie, des services publics et de l'emploi pour répondre aux besoins de la population.

Sachant que sur le dossier des retraites, le gouvernement veut limiter la durée de la concertation à deux mois, sans oublier la période des congés.

o o o

Le Comité Exécutif Fédéral sera pleinement engagé, du 17 au 21 juin 2013, dans une semaine de débats dans les entreprises, de rassemblements, de délégations avec dépôts de motions portant sur nos revendications.